

**Communiqué de presse
EELV Seine-Saint-Denis
10 novembre 2020**



Il est temps de reprendre le contrôle public et citoyen de la gestion de l'eau

Ce mardi 10 novembre, la séance du conseil territorial d'Est Ensemble* est consacrée à un débat sur la gestion publique de l'eau. Avant la fin de l'année, les élus doivent choisir entre la création d'une régie publique territoriale ou un retour au Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF). En 2017, au moment où une réforme lui a octroyé la compétence Eau, le territoire a refusé de rejoindre le SEDIF.

En juin 2017, la Chambre régionale des comptes signalait une dérive financière de l'actuel contrat entre Véolia et le SEDIF. Depuis, des études commandées par Est Ensemble ont démontré qu'une régie publique de distribution reviendrait nettement moins cher que la gestion de l'eau par le secteur marchand (Véolia), laquelle se traduit par une tarification toujours plus inéquitable pour les consommateurs.

La gestion publique de l'eau est un combat juste et équitable.

Face à ceux qui s'appuient sur des analyses volontairement biaisées par le SEDIF pour affirmer que le transfert vers une régie est trop complexe, nous répondons que des alternatives crédibles existent. Elles sont économiquement et techniquement viables, comme l'a démontré la coordination Eau-Ile-de-France**. Il s'agit avant tout de courage politique et de responsabilité morale envers les générations actuelles et à venir.

L'eau ne doit pas ruisseler dans le portefeuille des actionnaires des multinationales.

L'occasion est historique et un mouvement citoyen est en marche en France pour refuser la mainmise exercée depuis des décennies par les multinationales sur l'eau, bien commun de l'humanité. Cette ressource naturelle ne doit pas être considérée comme une marchandise.

Cherbourg, Rennes, Grenoble, Paris ou encore Nice l'ont déjà fait. Ces exemples ont d'ores et déjà démontré les bénéfices immenses de la réappropriation publique : baisse des tarifs, tarifs dissociés entre usagers et entreprises, possibilités de tarification sociale, réparation des fuites, décisions transparentes, arrêt des dérives financières... La Métropole de Lyon et bientôt celle de Bordeaux s'appêtent à dire non à la privatisation de la gestion de l'eau. Et nous souhaitons qu'Est Ensemble suivent leur exemple.

* Est Ensemble comprend les communes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville : <<https://www.est-ensemble.fr/9-villes>>

** <https://eau-iledefrance.fr/sortir-du-sedif-et-se-deconnecter-de-son-reseau-pourquoi-choisir-la-deconnexion-virtuelle/>

Eric Béal – 06 82 36 15 15 – ericbeal@orange.fr

Muriel Casalapro - 06 13 06 43 94 - murielcasalapro@gmail.com

Co-secrétaires Eelv93